



PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

13 MARS 2012

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI

☎ : 04 72 61 37 79

✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société THIERRY DIMIER, reprises successivement par les sociétés HIT INDUSTRIES et BODYCOTE HIT, dans l'établissement situé 4, rue Lavoisier à CHASSIEU ;

VU ensemble la déclaration du 3 mai 2005 de la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE et le récépissé qui lui a été délivré le 24 mai 2005, concernant le changement d'exploitant de l'atelier de traitement de surfaces ;

VU le rapport du 17 janvier 2012 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux, réalisée le 19 décembre 2011, a permis à l'inspection des installations classées de faire les constatations suivantes :

- ♦ les mesures et analyses des rejets dans l'eau effectuées au cours des campagnes de décembre 2010, septembre et novembre 2011, démontrent des dépassements réguliers des valeurs limites pour le paramètre zinc (point 8.5.3 du paragraphe 8 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié susvisé) ;
- ♦ la fréquence (annuelle) de la surveillance des rejets dans l'air n'est pas respectée rendant ainsi impossible la vérification des valeurs limites fixées dans ce domaine (point 8.6.1 du paragraphe 8 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié précité) ;

.../...

CONSIDERANT au vu de ce qui précède que la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE ne respecte pas l'intégralité des dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié qui lui sont applicables, dans le cadre de l'exploitation de l'atelier de traitement de surfaces situé à CHASSIEU 4, rue Lavoisier ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il convient de mettre en demeure la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE de respecter les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié déjà visé, notamment s'agissant des points 8.5.3 et 8.6.1 du paragraphe 8 de l'article 3 ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société HIT TRAITEMENT DE SURFACE dont les installations (atelier de traitement de surface) 4, rue Lavoisier à CHASSIEU, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 8.5.3 et 8.6.1 du paragraphe 8 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié susvisé, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- ♦ au maire de CHASSIEU,
- ♦ à l'exploitant.

Lyon, le 13 MARS 2012

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER